

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**PRESTATION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UNE ASSURANCE QUALITE ET D'UNE
ASSURANCE PRODUIT POUR L'IPAG**











**LFR RECEIVER BOARD PRODUCTION
(PHASE B/C/D)
FOR RCS1/RAMSES MISSION**

N° du CCAP : 25PIM034

**Institut de planétologie et d'astrophysique de Grenoble
(IPAG)**

**414 rue de la piscine,
38400 Saint Martin d'Hères
Domaine Universitaire**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestation relative à la mise en place d'une assurance qualité et d'une assurance produit pour l'IPAG LFR Receiver Board Production (phase B/C/D) for RCS1/RAMSES mission
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	18 mois maximum (voir article 5.1 du présent document)
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Prestations attendues.....	6
5 - Durée et délais d'exécution.....	7
5.1 - Durée du contrat	7
6 - Lieu et conditions d'exécution.....	8
6.1 Lieu d'exécution	8
6.2 Locaux et accès	8
6.3 Conditions de travail.....	8
6.4 Responsabilités	9
6.5 Obligation de résultat.....	9
7 - Prix.....	10
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
7.2 - Modalités de variation des prix	10
8 - Avance.....	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	11
9 - Modalités de règlement des comptes.....	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
9.3 - Délai global de paiement	12
9.4 - Paiement des cotraitants	12
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
10.1 - Présentation des livrables	12
10.2 - Composition de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations.....	13
10.3 - Modalité des échanges.....	14
10.4 - Gestion des incidents	14
11 - Développement durable.....	14
12 - Constatation de l'exécution des prestations	15
12.1 - Vérifications	15
12.2 - Décision après vérification	15
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	15
14 - Pénalités	15
14.1 - Pénalités de retard.....	15
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	15
15 - Assurances	16
16 - Résiliation du contrat.....	16
16.1 - Conditions de résiliation.....	16
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
17 - Règlement des litiges et langues	16
18 - Dérogations	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : la mise en place d'un contrôle assurance qualité (AQ), d'une assurance produit (AP) dans le suivi de projets avec contrôle qualité des matériels, logiciels et ingénieries en particulier spatiaux au sein des unités de l'IPAG, et d'un support en AQ et AP aux unités de cet institut.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) concernant uniquement son montant global (à l'exclusion des lignes de prix)
- Le cadre de réponse remis par le titulaire dans son offre portant notamment sur :
 - Le profil des intervenants ;
 - L'organisation technique et méthodologique (comportant un plan d'actions et un plan de management spécifique) ;
 - La qualité de la démarche environnementale proposée pour la réalisation de la prestation.

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Par ailleurs, les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur et aux obligations de confidentialité notamment visées ci-dessous. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous les membres du personnel intervenant qu'il emploie, ainsi qu'à ses sous-traitants intervenant sur les prestations.

Le Titulaire est tenu par une obligation de confidentialité quant aux informations, documents, données, supports, équipements et matériels qu'il est appelé à connaître ou à manipuler pendant l'exécution des prestations.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel le plus absolu et en conséquence, ne doit pas, sauf autorisation expresse écrite de l'IPAG, divulguer de quelque manière que ce soit d'informations sur les éléments couverts par ce marché concernant l'IPAG, les autres laboratoires concernés, les partenaires institutionnels et commerciaux (fournisseurs) de l'IPAG.

Le Titulaire et son personnel s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

De plus, le Titulaire doit s'engager formellement à respecter les règles déontologiques suivantes, tant au niveau de sa société, qu'au niveau de son personnel :

- N'effectuer pour le compte de l'IPAG aucun développement, aucune maintenance et aucune activité d'exploitation associée à un projet faisant partie du périmètre de la prestation ;

- Exiger de ses intervenants de s'engager par écrit à respecter les règles déontologiques applicables à ce type de prestation (cf. ci-dessous), en précisant les suites données en cas de non-respect de ces règles ; un justificatif doit pouvoir être fourni sur demande de l'IPAG ;
- À préserver la confidentialité de toutes les informations qui pourront être communiquées, échangées et/ou recueillies et/ou intégrées dans des documents créés dans le cadre de l'exécution des prestations, objet du présent marché ;
- À traiter comme strictement confidentiels toutes les informations et tous documents dont ils auront connaissance, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, et désignés comme confidentiels au moment de leur révélation (sur un support tangible : mention expresse de sa nature confidentielle ; si l'information est révélée oralement, sa nature confidentielle sera indiquée au moment de sa révélation) :
 - Lors de l'exécution des prestations et plus particulièrement au cours des entretiens menés et/ou des réunions de travail au sein de l'IPAG, de ses partenaires institutionnels et commerciaux et auprès des différents interlocuteurs et/ou services rencontrés ;
 - Qui leur ont été transmis ou qui seront transmis concernant directement et indirectement l'élaboration des équipements, matériels ingénieries embarqués des systèmes spatiaux et de la stratégie afférente aux travaux de recherche et/ou de recherche/développement de l'IPAG, les fiches et procédures internes à l'IPAG, etc. Ainsi le Titulaire s'engage à les protéger s'il en était le destinataire sous toute forme que ce soit dans des conditions de protection suffisantes pour que les termes du présent article soient respectés ;
 - À n'en faire aucune copie ou reproduction, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation préalable expresse du directeur de l'IPAG ;
 - À ne les révéler ni en faire état, directement ou indirectement, à aucun Tiers ;
 - Le Titulaire est tenu de ne pas communiquer à des Tiers, sans l'accord écrit préalable et express les fiches de procédures, les documents de travail, les dossiers d'études, les entretiens, les notes et d'une façon plus générale :
 - Tous dossiers et documents qui lui auront été communiqués à titre confidentiel au cours de l'exécution des prestations au sein de l'IPAG ;
 - Ainsi que tous documents établis dans le cadre de la réalisation des prestations,
- En fin de prestation, le Titulaire restitue à l'IPAG, sans en garder copie, tous les documents et/ou données du laboratoire ou des fournisseurs du pouvoir adjudicateur, qui lui ont été confiés dans le cadre de la prestation, et ce, quel que soit le support de ces documents ;
- En fin de prestation, et sauf consigne contraire exprès de l'IPAG, le Titulaire détruit tous les documents et/ou données et/ou les codes sources qu'il a analysés ou auxquels il a eu accès par ses moyens propres, ainsi que tous les résultats d'analyse associés ;
- Le Titulaire ne peut utiliser aucun résultat (qualitatif ou quantitatif), ni aucun support obtenu lors de la prestation, ou auquel il a eu accès durant la prestation sans l'accord formel et écrit préalable (synthèses, publications, ...).

Rappel : tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive de l'IPAG, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du Titulaire.

Les règles essentielles applicables à chaque intervenant sont les suivantes :

- Il met au service de l'IPAG ses compétences et son expérience professionnelle pour l'exécution de la prestation commandée ; il se doit d'informer son employeur, et son interlocuteur à l'IPAG, des éventuelles limites de sa propre compétence, ou de toute autre difficulté, qui pourraient compromettre la bonne exécution de la prestation ;
- Il se doit de rechercher et de préserver l'objectivité et l'intégrité des estimations qu'il fait sur la qualité des prestations ou du produit du fournisseur vis-à-vis duquel il intervient, et de ne communiquer ces estimations qu'aux équipes projet concernées ;

- Il s'interdit de rechercher, au travers des prestations effectuées, tout avantage, de quelque nature qu'il soit, au profit de lui-même ou de son employeur.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire et/ou son personnel et/ou ses éventuels sous-traitants de ces mesures et obligations de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché à ses torts, le retrait de l'habilitation du Titulaire à l'accès aux informations, documents, données et supports protégés sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal.

Le Titulaire du marché reconnaît à l'IPAG le pouvoir de faire recherche parmi les documents et matériels qui se trouveraient en sa possession les informations ou supports protégés se rapportant au présent marché et à faire apposer les scellés sur les coffres et locaux à l'intérieur desquels les documents et matériels réclamés par l'IPAG seront regroupés en vue d'assurer leur protection.

4 - Prestations attendues

Le tableau ci-après fixe, pour chacune des prestations, les dispositions particulières associées.

Par ailleurs, la description détaillée du contenu des prestations figure à l'Annexe 1 du CCTP, aux fiches tâches N° 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

N.B : Les fiches 1, 2, 3, et 10 sont communiquées en annexe 1, à titre indicatif pour une meilleure compréhension du projet, mais ne s'appliquent pas au présent marché.

Prestations	Description du contenu	Situation d'émission du besoin
N° 4 - Elaboration des exigences AP vers les fournisseurs	Spécifications AP	Pour la mise en place du plan AP et de son application
N° 5 - Evaluation des propositions, négociation des dispositions AP des fournisseurs (industriel ou laboratoire scientifique)	Analyse de Plan AP, de Manuels Qualité du Fournisseur	
N° 6 - Suivi de l'application des dispositions AP fournisseur (industriel ou laboratoire)	Suivi fournisseurs	Pour l'application à un fournisseur du plan AP du projet
N° 7 - Recette et suivi de la qualification du matériel	Points clé / Recette	Pour la livraison à un client ou venant d'un fournisseur ou lors du circuit de validation d'un objet pour l'usage pour lequel il est réalisé
N° 8 - Assurance qualité Vérification (AIT/AIV)	Préparation du travail en amont de l'AQI terrain	Pour la participation à l'écriture des parties AP du plan de vérification et sa traduction en terme AIT
N° 9 - Suivi qualité en AIT (Intégration système et tests)	Assurance Qualité Intégration (AQI)	Pour le suivi qualité de l'intégration, de l'assemblage des essais d'un système ou sous-système.

Les prestations doivent s'exécuter selon les modalités prévues par :

- Par défaut le référentiel ECSS (European Cooperation for Space Standardization) de l'ESA (<http://www.ecss.nl/>);
- Le Guide Normatif Simplifié du CNES (GNS) disponible en ligne (<http://gns.cnes.fr/>), ainsi que la Charte AP pour les systèmes orbitaux CNES DCT/AQ (réf. DCT/AQ/D/2004-506) ;
- Le Guide d'Assurance Qualité pour le suivi d'intégration d'une charge utile ou d'un instrument (réf. RNC-CNES-Q-20-522), ainsi que les Règles générales d'élaboration et de gestion applicables

aux procédures AIV (réf. DCT/TV/RI/2006-18438) dont certains documents sont disponibles en ligne, d'autres consultables uniquement au CNES ;

- Le manuel qualité générique INSU référence : MAQ-001-v4.5, <http://www.insu.cnrs.fr/node/1998> ou de préférence lorsqu'il existe le référentiel qualité du laboratoire dans lequel la prestation aura lieu.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

La durée prévisionnelle du contrat est de 15 mois, avec une date butoir pour la réalisation des prestations fixée au 31 décembre 2026.

Par ailleurs, le contrat pourra être étendu à 18 mois maximum s'agissant des tâches de supports subsidiaires, permettant la clôture complète d'éventuelles non-conformités et campagnes de tests supplémentaire.

Le calendrier prévisionnel d'exécution des tâches demandées est le suivant :

Date prévisionnelle	Phase projet	Activités AP/AQ envisagées
Nov./Dec. 2025	Phase C / pre-CDR	Préparation de dossiers de fabrication et sélection des fournisseurs pour la production du modèle de vol. Support à la préparation de la documentation pour CDR (revue des contributions aux DCL, CIDL, CIL, ...)
Jan. - Mars 2026	Phase D / Production	MRR, MIP, suivi de production et recettes des cartes électroniques auprès des fournisseurs.
Mars 2026	Phase D / AIT instrument	Revue et correction des plans de tests
Juil. - Aout 2026	Phase D / AIT instrument	Suivi des tests (tests de performance instrument et calibration)
Nov. - Dec. 2026	Phase D / AIT plateforme faltsat	Suivi des tests (tests de performance instrument et calibration)
Mars 2027	Phase D / AIT plateforme	Suivi des tests (tests de performance instrument et calibration)

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du laboratoire ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'IPAG peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'IPAG les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à 5 jours. Il indique, par la même demande à l'IPAG la durée de la prolongation demandée.

L'IPAG dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

6 - Lieu et conditions d'exécution

6.1 Lieu d'exécution

Les prestations sont exécutées pour majeure partie à distance.

Toutefois, certaines réunions de travail pourront se tenir dans les locaux de l'IPAG. Dans ce cas, le personnel du Titulaire est soumis au contrôle d'accès en vigueur dans les locaux concernés. La période d'intervention du Titulaire est précisée par le titulaire dans son offre.

Par ailleurs, les phases d'assemblages et de test seront réalisées à l'extérieur du laboratoire. C'est pourquoi, le Titulaire doit assurer la mobilité de ses intervenants pour des missions ponctuelles en France et à l'étranger.

Les remboursements de frais occasionnés lors de ces missions sont pris en charge par le l'IPAG. Ces dépenses n'entrent pas dans le cadre du présent marché.

6.2 Locaux et accès

Le Titulaire doit pouvoir mettre à disposition des locaux qui lui sont propres dans le cadre de l'organisation de la prestation ou de la réalisation de prestations particulières ne nécessitant pas de présence *in situ* dans le laboratoire.

Accès sur le site du Titulaire : l'IPAG doit avoir un droit d'accès sur demande à l'établissement du Titulaire, pour audit, inspection, enquête ou réunion.

Accès au laboratoire : l'exécution de certaines prestations pourront se dérouler à l'IPAG, chez un fournisseur ou un tiers laboratoire participant au projet.

Dans ce cas, l'accès aux locaux du fournisseur ou du laboratoire est accordé à l'intervenant du Titulaire pour la durée de la prestation, dans le respect du règlement intérieur du fournisseur ou du laboratoire, sur demande et notamment dans le respect des conditions définies à l'article 6.3 du présent CCAP.

Pendant leur temps de présence sur les sites des laboratoires, les intervenants du Titulaire sont tenus de se conformer au règlement intérieur des laboratoires.

Ils se voient, si nécessaire, délivrer un badge d'accès pour la durée de la tâche. Ce badge doit être restitué en fin de prestation.

6.3 Conditions de travail

Les horaires de travail des salariés du Titulaire sont de la responsabilité du Titulaire. La plage d'intervention est celle prévue par le titulaire dans son offre. Le cas échéant, lorsque l'IPAG modifie la plage d'intervention, il en informe le Titulaire sans délai.

A titre d'information, les contraintes d'un projet, en raison d'impératifs opérationnels (par exemple essais), peuvent nécessiter ponctuellement l'exercice d'activités lors de week-end, jour férié ou, pour les jours ouvrés, au-delà des plages horaires normales.

En apposant sa signature à l'acte d'engagement du présent marché, le Titulaire ou son représentant habilité affirme, sous peine de résiliation de plein droit dudit contrat, que l'ensemble des prestations qu'il réalise ou qu'il sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail relatives notamment :

- Au travail illégal ;
- À l'hygiène et à la sécurité ;
- À l'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

Par ailleurs, toute dérogation dont bénéficierait le Titulaire ou l'un de ses sous-traitants eu égard à la législation applicable ou qu'il souhaiterait mettre en place de sa propre autorité doit être signalée à l'IPAG.

6.4 Responsabilités

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à l'IPAG ou à des tiers.

6.5 Obligation de résultat

Le présent marché est assorti pour le Titulaire d'une obligation de résultat concernant les obligations spécifiques de réaliser les prestations, notamment dans les conditions de délais, de prix, de qualité, de sécurité, de performance, conformes aux engagements mentionnés dans les documents contractuels, et pendant toute la durée du marché.

Pour l'ensemble de l'obligation de résultat, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses éventuels sous-traitants ou co-traitants. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage notamment, au terme d'une démarche active et dans les délais et selon les objectifs prévus, à conseiller, informer et mettre en garde l'IPAG afin que les prestations soient fournies conformément aux dispositions contractuelles. Le Titulaire s'engage notamment à :

- Demander toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations à l'IPAG ;
- Conseiller l'IPAG sur tout choix ou toute demande dont il aurait connaissance, et qui pourrait affecter le projet ou avoir une incidence sur les conditions de réalisation ;
- Se conformer pour l'exécution de sa prestation et les solutions proposées à l'IPAG aux contraintes et exigences posées par la réglementation en vigueur ;
- Suivre les évolutions prévues par l'IPAG telles que mentionnées au présent document ;
- Prévenir l'IPAG, par écrit, de manière motivée et dans un délai de 48 heures, de tout événement et/ou fait dont le Titulaire a connaissance et de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, y compris si cet événement est imputable à l'IPAG ou sort du périmètre des prestations, mais est susceptible d'avoir un impact sur celles-ci. Dans le cas contraire, en cas de retard dans les délais contractuels prévus, les pénalités de retard prévues à l'article 14 du présent CCAP seront applicables. Dans tous les cas, le Titulaire devra prendre les mesures nécessaires pour y remédier ;
- Informer régulièrement l'IPAG de tout événement ou circonstance susceptible, notamment, d'affecter le contenu, la continuité, la qualité ou le coût des prestations ;
- Rechercher en permanence l'optimisation économique des prestations fournies à l'IPAG, et notamment :
 - Proposer à l'IPAG toute amélioration qui pourrait se traduire par une diminution de coûts ou par une augmentation de la qualité ;
 - Faire bénéficier à l'IPAG des effets de la capitalisation d'expertise, d'outils et de méthodes qui auraient été mises en place pour d'autres projets à l'IPAG et rechercher en permanence la réutilisation du savoir-faire ainsi acquis ;
 - Exécuter plus généralement en temps utile son obligation de conseil et de mise en garde auprès de l'IPAG.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à réaliser et fournir les prestations dans les délais et selon les engagements prévus, et notamment à :

- Mettre en œuvre tous les moyens, matériels et humains, nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- Valider les documents ou informations communiqués par tous co-traitants ou sous-traitants agissant dans le cadre du projet, afin de s'assurer de leur cohérence et exhaustivité ;

- Veiller au respect des obligations respectives de tous les intervenants, et notamment celles relatives aux délais de remise des livrables, des matériels et autres éléments nécessaires dans le cadre de la réalisation des prestations. Le Titulaire devra aussi coordonner et surveiller les moyens mis en œuvre par l'ensemble des intervenants dans le cadre du projet, y compris par l'IPAG ;
- Établir, mettre en œuvre et faire respecter les plannings d'interventions de l'ensemble des intervenants pour toutes les tâches ayant une incidence sur la réalisation des prestations ;
- Suivre l'état d'avancement du projet en fonction du calendrier, tenir à jour les états de suivi ;

Le Titulaire s'engage à coopérer et collaborer avec l'IPAG ainsi qu'avec tous les prestataires désignés par le laboratoire agissant dans le cadre de la réalisation des prestations, et notamment à :

- Collaborer avec le personnel et les prestataires de l'IPAG ;
- Participer à toute réunion de coordination organisée par l'IPAG ;
- Fournir toute information qui pourrait être utile à l'IPAG, ou aux prestataires dans l'exécution des tâches qui leur incombent et ce, dans les meilleurs délais.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

La monnaie de référence du marché est l'euro.

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire par application des prix indiqués dans la DPGF. Les prix sont complets et réputés comprendre l'ensemble des frais inhérents à la réalisation des prestations (frais de reproduction, téléphonique, de déplacement, etc.), hors frais de déplacements relatifs aux missions ponctuelles telles que mentionnées à l'article 6.1 du présent CCAP. Ces frais de déplacement occasionnés lors des missions ponctuelles sont pris en charge par l'IPAG.

Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Prestations Intellectuelles.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution dans le cadre du présent marché ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. La périodicité du versement des acomptes est mensuelle. Le versement de l'acompte ne peut avoir lieu que sur présentation d'une facture après remise du Compte Rendu Activités (CRA, cf. article 10.1 du présent CCAP et l'article 3.4.2.2 du CCTP).

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

10.1 - Présentation des livrables

Tous les documents fournis (en dehors des informations de travail pouvant être transmises par courriel) sont livrés pour acceptation au chef de projet ou au Directeur de laboratoire, au Directeur technique, au référent qualité, au moyen d'un Bon de Livraison, sous la forme d'un fichier Word permettant à l'IPAG, le cas échéant, d'intégrer tout ou partie des éléments dans des dossiers de responsabilité du laboratoire.

Le fichier Word sera conforme au modèle défini dans le plan d’actions. Les documents et livrables seront rédigés en anglais exclusivement.

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Documents	Déclenchement de la remise / fréquence	Délai de remise
Tout document livrable au titre du marché	Préparation et comptes-rendus de MRR et MIP, rapport d’inspections, mise à jour au plan AP le cas échéant	
Plan de prévention		15 jours ouvrés maximum à compter de la tenue de la réunion de démarrage des prestations
Comptes rendus d’activités mensuels (CRA) (article 3.4.2.2 du CCTP)	Mensuel	Le dernier jour ouvré du mois. Le CRA déclenche le paiement mensuel
Bilans qualité (article 3.4.2.3 du CCTP)	Fin de phase de projet ou fin de prestation	15 jours ouvrés maximum à compter de la fin de phase / prestation
Comptes-rendus de réunion diverses (notamment article 3.4.3 du CCTP)	Selon réunion	10 jours ouvrés après la tenue de la réunion
Reporting “Faits marquants” (article 3.4.2.1 du CCTP)	Occurrence du fait	5 jours ouvrés après le fait

10.2 - Composition de l’équipe dédiée à l’exécution des prestations

Le Titulaire a l’obligation de maintenir en place les moyens techniques et humains décrits dans son offre pour assurer l’exécution des prestations pendant toute la durée du marché.

Dans l’éventualité où l’une des personnes nommées dans son offre n’est plus en mesure de remplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement l’IPAG dans les meilleurs délais, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s’en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d’en communiquer le nom et les titres à l’IPAG dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date d’envoi de l’avis dont il est fait mention à l’alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l’IPAG ne le récuse pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l’alinéa précédent. Si l’IPAG récuse le remplaçant, le Titulaire dispose de dix (10) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le laboratoire.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récuse dans le délai de dix (10) jours indiqué ci-dessus, le marché pourra être résilié.

Aucun retard ne pourra être justifié par la récusation d’un intervenant : les pénalités de retard prévues à l’article 14 du présent CCAP pourront être appliquées en cas de non-respect des délais contractuels.

10.3 - Modalité des échanges

A compter de la notification du marché, l'IPAG et le Titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à ce marché. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

La documentation technique doit être envoyée par voie électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf ou sous un format spécifique ou, le cas échéant, précisé par le laboratoire.

Le destinataire d'un courrier électronique doit accuser de sa réception à l'expéditeur, par retour de courrier électronique dans un délai maximal de soixante-douze (72) heures ouvrées suivant la réception du courrier électronique.

Si le courrier électronique est adressé par l'expéditeur après 17h00 (heure de Paris), la date à prendre en compte est celle du lendemain, à partir de 9h00 (heure de Paris). Si cette date est un samedi, un dimanche ou un jour férié (en France ou dans le pays du Titulaire), la date et l'heure à prendre en compte sont celles du premier jour ouvré qui suit, à compter de 9h00 (heure de Paris).

Passé ce délai, le courrier électronique est réputé avoir été reçu à la date d'envoi majoré de soixante-douze (72) heures ouvrées.

Après notification du marché, pour les correspondances écrites et les réunions relatives au marché, les langues autorisées sont le français et/ou l'anglais. Les documents et livrables seront rédigés en anglais exclusivement.

10.4 - Gestion des incidents

Divers événements, survenant en cours d'une prestation, sont susceptibles d'en modifier le déroulement.

Dans chaque cas, le Titulaire et l'IPAG doivent trouver un accord explicite sur le réaménagement des plans d'actions ou, à défaut, sur l'impact contractuel de la modification prévue ou constatée.

Incident affectant le besoin de l'IPAG

Le projet concerné par la prestation en cours peut subir divers aléas, allant d'un retard de quelques jours, considéré comme sans impact sur la prestation du Titulaire, à des difficultés majeures, techniques ou autres (arrêt ou report du projet, ...), remettant en cause par rebond la définition de la prestation du Titulaire.

En conséquence, l'IPAG peut modifier la prestation initialement définie et en informera le Titulaire. Ce dernier devra être en mesure de réajuster le déroulement des prestations dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la réception du courrier envoyé par l'IPAG.

Incident affectant l'équipe du Titulaire

Le Titulaire peut être amené à interrompre la prestation d'un intervenant pour diverses raisons. Auquel cas, il doit en informer l'IPAG dans les conditions définies à l'article 10.2 du présent CCAP, et doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la prestation convenue conformément aux documents du marché.

Incident affectant le bon déroulement et/ou la qualité des prestations

Le projet concerné par la prestation en cours, ou le responsable technique de l'IPAG peut avoir une perception négative sur le déroulement ou les résultats préliminaires d'une prestation dont la responsabilité globale incombe au Titulaire.

En vue de rétablir au plus vite la qualité et la continuité de la prestation, ces cas, s'ils existent, sont abordés dans le cadre des réunions prévues par le Titulaire dans l'organisation mise en place à l'article 3.4. du CCTP, ou par réunions exceptionnelles entre le responsable technique du titulaire et le responsable technique de l'IPAG si l'urgence le nécessite. Sur la base de constats précis et argumentés, des solutions concrètes devront être apportées et mises en place sur le champ (celles-ci pouvant, dans le cas de l'inadéquation avérée d'un intervenant, aller jusqu'à son changement).

11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois maximum à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

La réception est prononcée après vérification par l'IPAG. Cette vérification a pour but de constater que les prestations répondent aux spécifications telles qu'elles sont définies dans les documents du marché, et notamment :

- La conformité qualitative des prestations aux spécifications demandées y compris fonctionnelles et d'assurance qualité/produit ;
- La conformité de la documentation (rapports etc.) par rapport aux prestations y compris aux spécifications d'assurance qualité/produit ;
- La conformité des prestations par rapport au manuel d'exploitation.

Le Titulaire encourt, en cas d'exécution partielle ou de non-exécution totale des prestations, des réfections sur les montants prévus.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le Titulaire n'est pas présent lors des opérations de vérification des livrables, et n'est pas informé des jours et heures fixées pour la réalisation de celles-ci.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

En ce qui concerne les résultats des prestations (documentation et rapports), l'IPAG, et le CNES pour les activités spatiales, peuvent librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations. L'IPAG a le droit de reproduire, c'est-à-dire de fabriquer ou faire fabriquer, des objets, des matériels conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans le délai d'exécution des prestations convenu et porté dans les documents contractuels du présent marché, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de mille (1 000,00) euros HT par jour franc de retard sauf accord contraire au préalable du responsable de l'IPAG chargé de l'exécution ou de son représentant désigné. Ladite pénalité peut être annulée le délai global du projet est respecté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre l'IPAG et le Titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation des prestations objet du présent marché. En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Les demandes de paiement doivent être entièrement rédigées en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles